

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Des perspectives fortement différenciées dans la région du Moyen-Orient

Bulletin du FMI en ligne
26 octobre 2011



Chantier à Koweït : l'augmentation des recettes pétrolières a donné aux pays exportateurs de la région plus de latitude en matière de dépenses publiques (photo : STR/RTR/Newscom).

- La région subit les incertitudes liées aux risques de ralentissement de l'économie mondiale et aux troubles régionaux
- La montée des cours dope l'activité des pays exportateurs de pétrole
- Une lente reprise économique des pays importateurs de pétrole

Les perspectives économiques des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord sont très différenciées : la croissance des pays exportateurs de pétrole connaîtra une accélération en 2011 du fait de la hausse des cours, tandis que les pays importateurs subiront un ralentissement marqué sur fond d'incertitudes grandissantes au plan régional et international. Tel est le constat formulé par le FMI dans sa dernière évaluation de la région.

Les Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, rendues publiques par le FMI le 26 octobre, donnent la croissance de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord en progression de 3,9 % en 2011, contre 4,4 % en 2010.

Les pays exportateurs de pétrole de la région (Libye non comprise) — Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Oman, Qatar, Soudan et Yémen — connaîtront, d'après les prévisions, une progression de 4,9 % en 2011, grâce à la hausse des cours et de la production, taux qui devrait se modérer en 2012.

Mais le taux de croissance des pays importateurs de pétrole — Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie — s'établira juste au dessous de 2 % en 2011 (voir tableau).

«Depuis le début de l'année, la région se trouve aux prises avec des incertitudes et des tensions économiques sans précédent», a déclaré M. Masood Ahmed, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, lors d'une conférence de presse à Dubaï. La récente dégradation de l'économie mondiale aggravera vraisemblablement ces tensions, a-t-il ajouté.

«Nous ne devons cependant pas oublier que la transformation historique à l'œuvre porte en germe l'espoir d'une amélioration des niveaux de vie et d'un avenir plus prospère pour les populations de la région», a-t-il souligné.

Un avenir incertain

La croissance au Moyen-Orient ralentit dans un climat d'incertitude dû aux troubles régionaux et aux risques de ralentissement de l'économie mondiale.
(croissance du PIB réel, variation en pourcentage)

	Glissement annuel		
	Projections		
	2010	2011	2012
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	4,4	3,9	3,7
Exportateurs de pétrole ²	4,4	4,9	3,9
Croissance pétrole	3,7	4,5	1,1
Croissance hors pétrole	4,5	4,2	4,5
Croissance du Conseil de coopération du Golfe (CCG)	5,4	7,2	4,0
Croissance pétrole	6,3	10,4	1,5
Croissance hors pétrole	4,5	5,3	5,3
Importateurs de pétrole ³	4,3	1,9	3,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord ¹	4,4	4,0	3,6

Sources : autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011 et 2012 excluent la Libye.

²Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen.

³Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

La hausse des cours profite aux pays exportateurs de pétrole

L'activité économique s'est clairement améliorée dans les pays exportateurs de pétrole de la région, à la faveur de la hausse continue des cours énergétiques. Cette expansion est tirée par l'essor de l'activité dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), où la croissance se chiffrera, d'après les projections, à 7 % en 2011. Plusieurs pays, dont en particulier l'Arabie saoudite, ont accru temporairement leur production de pétrole en réaction à la hausse des cours et aux déficits de production en Libye.

«La décision d'accroître la production pétrolière à la suite des bouleversements en Libye a contribué de manière cruciale à la stabilité du marché mondial de l'énergie et au renforcement de l'activité», a noté M. Ahmed.

L'augmentation des recettes pétrolières a élargi la marge de manœuvre pour les dépenses publiques dans les pays du CCG. Plusieurs pays ont annoncé au début de l'année des plans de dépenses couvrant un large éventail de mesures, dont subventions, hausses salariales et dépenses d'investissement. D'après les niveaux de prix et de production actuellement prévus, le surcroît de recettes devrait largement compenser les niveaux élevés de dépenses publiques. En 2011, le solde courant global des pays exportateurs de pétrole devrait passer de 202 à 334 milliards de dollars (non compris la Libye), et celui des pays du CCG de 163 à 279 milliards de dollars.

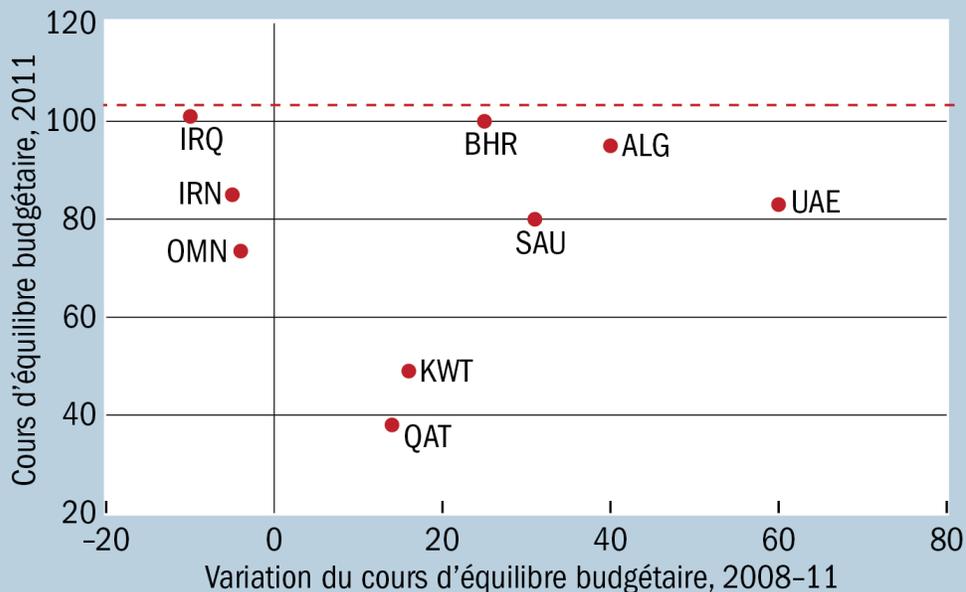
Mais la vulnérabilité des finances publiques a aussi sensiblement augmenté, car les cours d'équilibre du pétrole — les prix auxquels le niveau des dépenses correspond à celui des recettes non pétrolières — n'ont cessé de monter et se rapprochent maintenant des cours observés (graphique 1).

Graphique 1

Augmentation des dépenses publiques

La vulnérabilité des finances publiques a sensiblement augmenté avec la croissance continue des cours d'équilibre du pétrole.

(en dollars par baril)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Note : ALG = Algérie, BHR = Bahreïn, EAU = Émirats arabes unis, KWT = Koweït, IRN = Iran, IRQ = Iraq, OMN = Oman, QAT = Qatar et SAU = Arabie saoudite.

Avec la reprise de l'activité économique, les secteurs financiers se redressent progressivement. Les banques du CCG en particulier, qui ont fait preuve d'une remarquable résilience durant la crise, ont désormais des ratios de fonds propres supérieurs à 15 % et des taux de créances improductives inférieurs à 10 %. L'expansion du crédit privé continue cependant d'être marquée par la prudence.

Pour 2012 le FMI table sur une modération du rythme de croissance aux environs de 4 %. Plusieurs facteurs pourraient donner lieu à un scénario de croissance moins positif pour les exportateurs de pétrole de la région. Le risque le plus immédiat serait l'impact d'un net ralentissement de l'activité en Europe et aux États-Unis. La demande mondiale de pétrole pourrait subir une contraction marquée, pouvant elle-même entraîner une baisse durable des cours.

Pays importateurs de pétrole : répondre aux besoins sociaux et rétablir la confiance

Pour ce qui est des pays importateurs de pétrole, les transformations politiques et économiques à l'œuvre dans plusieurs d'entre eux progressent lentement et devraient se poursuivre pendant une bonne partie de 2012. Outre la dégradation des perspectives économiques à l'échelle mondiale et en Europe, où la croissance devrait se replier de 1,7 % cette année à 1,4 % en 2012, la région subit l'effet d'une baisse prononcée des investissements et du tourisme.

De ce fait, la croissance cette année s'inscrit en net recul et il faut s'attendre pour 2012 à une reprise plus faible que prévue, les projections de croissance se situant juste au-dessus de 3 %.

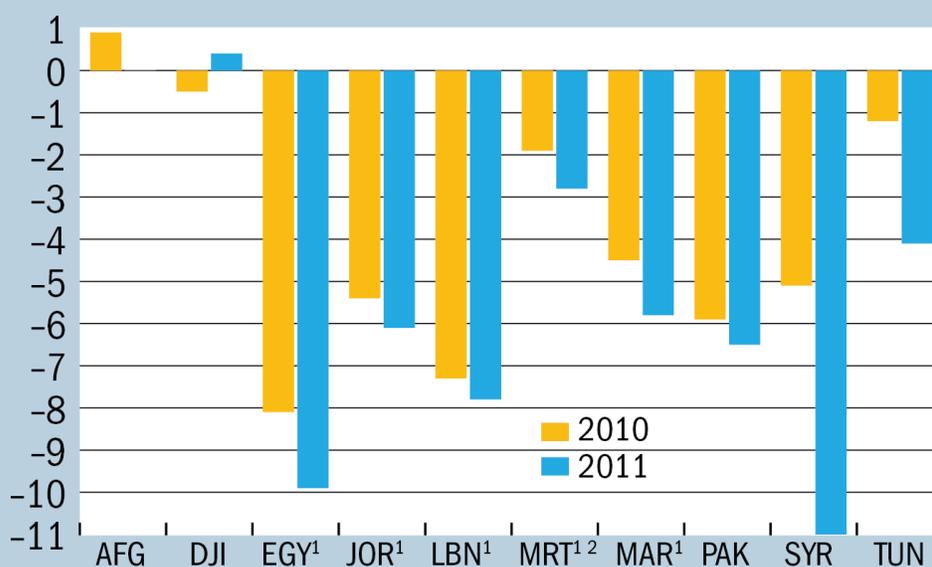
Face à la montée des troubles sociaux, au ralentissement économique et à la hausse des cours des matières premières, les gouvernements de la région ont considérablement accru les subventions et transferts. Le coût de ces dépenses sociales reste élevé, dépassant 10 % du PIB en Égypte et 5 % du PIB dans la plupart des autres pays. De ce fait, on observe un creusement des déficits budgétaires des pays importateurs de pétrole d'environ 1,5 % du PIB, à -7,6 % du PIB en 2011 (graphique 2).

Graphique 2

Les déficits se creusent

Les déficits se creusent en raison de l'augmentation des dépenses publiques.

(solde budgétaire des administrations publiques, dons compris; en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Note : AFG = Afghanistan, DJI = Djibouti, EGY = Égypte, JOR = Jordanie, LBN = Liban, MAR = Maroc, MRT = Mauritanie, PAK = Pakistan, SYR = Syrie et TUN = Tunisie.

¹Administration centrale.

²Comprend les recettes du pétrole transférées au fonds pétrolier.

À court terme, ces programmes de dépenses sont appropriés pour amortir l'impact du ralentissement de l'activité économique. Mais dans un souci d'efficacité et d'équité, il vaudrait mieux que les gouvernements remplacent progressivement les subventions universelles par des dispositifs de protection sociale ciblés sur les segments les plus démunis de la population, indique le rapport du FMI. Les ressources pourraient dès lors servir à réaliser des investissements cruciaux dans les infrastructures et l'éducation et à accompagner des réformes bien nécessaires.

Il ne sera pas facile de satisfaire les demandes croissantes de la population, signale le rapport, d'autant que la plupart des pays ont déjà épuisé leurs volants de ressources budgétaires et de réserves de change pour faire face à la dégradation de la situation économique à la suite du Printemps arabe, et qu'ils ont moins de marges pour affronter les chocs futurs.

Compte tenu de la plus grande aversion pour le risque manifestée par les marchés financiers internationaux, des contraintes de coût et de disponibilité vont peser sur les financements privés à court terme, mais les gouvernements ont la possibilité de faire appel aux sources officielles de financement extérieur et budgétaire, précise le FMI dans son évaluation. Les partenaires régionaux et internationaux peuvent aider à formuler et à mettre en œuvre des programmes de réformes, à la faveur d'une assistance technique, d'un allègement de dette et d'un meilleur accès aux marchés.

Les conflits — notamment en Libye, en Syrie et au Yémen — ont eu un coût humain colossal, en plus de leur énorme coût économique. La priorité immédiate pour ces pays est d'éviter que la crise humanitaire perdure et, au sortir des conflits, de mettre en place des plans de reconstruction et de réformes.